

tdg.ch

Economie genevoise: Quand l'argent public finance le virage vert des entreprises

Marc Renfer

6-7 minutes

Fabienne Fischer développe un programme qui subventionne des audits pour favoriser «la transition vers la durabilité» des entreprises. Un projet source d'attentes, mais aussi de critiques.



Publié aujourd'hui à 07h30





Fabienne Fischer accompagnée de l'ex-journaliste Esther Mamarbachi, chargée de la communication de la conseillère d'État, lors d'une conférence de presse.

LAURENT GUIRAUD

Quarante-cinq entreprises du canton profitent actuellement de la générosité du Département de l'économie (DEE). Sa cheffe, la conseillère d'État Fabienne Fischer, a inauguré cet été «diagnostic-action», un programme qui consiste à financer un audit «vert» à hauteur de 15'000 francs pour les entreprises participantes.

En l'absence de budget pour l'année en cours, le DEE a dû demander un crédit supplémentaire de 740'000 francs afin de

financer ce programme.

Si officiellement les PME étaient visées, il n'y a pas eu de véritables critères d'exclusion. Ainsi, [les sociétés associées](#) affichent des profils très variés: de la très petite Sàrl au nombre limité d'employés jusqu'à des acteurs majeurs du bâtiment, comme Induni SA et ses 600 employés. Ou encore la Clinique Générale-Beaulieu, et la banque Société Générale.

Fabienne Fischer justifie cet arrosage indifférencié par «la situation d'urgence qu'il n'est plus nécessaire de démontrer». «Le financement de mesures par l'État prend ici tout son sens, nous voulons être un déclencheur ou un accélérateur du processus vers la durabilité pour toutes les entreprises. Chaque entreprise qui participe à «diagnostic-action» deviendra un ambassadeur du programme», motive-t-elle.

Sentiment de précipitation

Parmi les entrepreneurs participant au projet — nous avons discuté avec près de la moitié d'entre eux — , les avis apparaissent parfois contrastés. Une chose est évidente: tous sont heureux de la manne publique offerte. «On ne va pas cracher dans la soupe», nous a résumé l'un d'eux. Tous y voient une occasion inédite d'étudier -

sans frais - leur impact écologique et social.

Malgré cet accès inattendu à des deniers publics, des questions existent. Un sentiment de précipitation est parfois évoqué. «Les délais étaient très courts. Nous avons eu à peine trois ou quatre jours pour confirmer notre participation, sans savoir exactement quelle en serait la portée exacte», raconte un entrepreneur.

«Dans mon cas, c'est un vrai coup de pouce, nos finances ne nous permettraient pas de nous offrir une telle analyse», concède-t-il, en mettant simultanément en doute qu'un de ses concurrents, bien plus grand et mieux établi, ait réellement besoin d'argent public.

«Ne pas perdre de temps»

Du côté des auditeurs, certains nous ont signalé un manque d'information et des communications tardives de l'État. Ce dernier nous a expliqué «ne pas avoir voulu perdre de temps» afin que le programme se déroule entièrement en 2022.

Au départ, les services de Fabienne Fischer pensaient l'offrir à une vingtaine d'entreprises. Finalement, le succès rencontré les a surpris. Ayant fait face à plus du double de candidats attendus, ils ont dû partir à la recherche de solutions en urgence.

Il a fallu en particulier trouver assez de «mandataires», terme qui décrit les 30 firmes de consulting prenant part au programme. Le plan d'origine était de se baser sur les leaders du marché. Mais de potentielles factures supérieures à 150'000 francs auraient exigé des procédures d'appels d'offres publics, incompatibles avec les délais exigés. La liste des auditeurs a donc dû être élargie.

Craintes de conflit d'intérêts

De ce côté, quelques grincements de dents se font entendre. La multinationale DSS+ basée à Versoix, qui a récemment absorbé les Genevois de Sofies, a été mandatée par le DEE afin de fournir le modèle servant à l'analyse. Un mandat rémunéré plus de 21'000 francs par l'État.

La même DSS+ a ensuite obtenu six mandats du projet «diagnostic-action». «Ils fournissent la méthodologie, sont au fait de l'agenda, et se voient attribuer de nombreux mandats. Si ce n'est pas un conflit d'intérêts, nous n'en sommes pas loin», s'est plaint un concurrent.

Benoît Charrière, directeur de DSS+, rejette vivement ces critiques. «Nous avons répondu à une sollicitation urgente de l'État pour développer une méthode. Nous ne savions pas si nous allions

obtenir des mandats. Finalement, les demandes nous sont parvenues au même moment que tous les autres partenaires.» Soit fin juillet, à quelques jours du lancement du programme. «Par ailleurs, nous avons aussi fourni des contacts de concurrents compétents», argumente encore le spécialiste.

L'État, lui, justifie son choix. «DSS+, acteur reconnu, avait de par son expérience la capacité de mener le travail exigé dans les six semaines attribuées», explique Cyril Huguenin, responsable du projet auprès de la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI). Le DEE repousse également l'idée d'un potentiel conflit d'intérêts.

Retour en 2023

Une part du monde de l'entreprise affiche également un certain scepticisme. «Sur le fond, accompagner la transition est louable», confie Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), laquelle propose un diagnostic durabilité aux frais des entreprises, initié avant celui du DEE. «Je m'interroge plutôt sur le rôle de l'État, qui devrait s'appliquer à offrir les meilleures conditions-cadres, plutôt que de financer des mesures opérationnelles avec l'argent du

contribuable», ajoute-t-il.

Le programme ne pourra être jugé qu'à l'aune de ses résultats. «Une bonne majorité des partenaires ont rendu leur rapport intermédiaire dans les délais», informe le DEE, qui annonce que «la prochaine étape sera déjà les résultats, que nous nous réjouissons de présenter en temps voulu». L'occasion de tirer un bilan de ce ballon d'essai appelé à se répéter l'année prochaine.

Marc Renfer est journaliste à la rubrique genevoise depuis début 2022. Auparavant, il a travaillé dix ans à la RTS, en partie comme datajournaliste. [Plus d'infos](#)

[@marcrenfer](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)